



Un événement pour le changement : Lacunes et solutions pour faire progresser l'autonomisation économique des femmes

Conférence sur les réformes du climat d'investissement pour
favoriser l'autonomisation économique des femmes (ICR4WEE)

Du 5 au 6 juin 2024
à Kigali, Rwanda

Implemented by

TABLE DES MATIÈRES

| | |
|---|-----------|
| RÉSUMÉ ANALYTIQUE | 4 |
| INTRODUCTION | 6 |
| SÉANCES POUR LE CHANGEMENT : PERSPECTIVES DES PAYS ACP | 9 |
| THÈME 1 : ADOPTER DES POLITIQUES FAVORABLES À L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES | 10 |
| THÈME 2 : APPROCHES PRAGMATIQUES POUR PROMOUVOIR L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES | 13 |
| THÈME 3 : PROMOUVOIR L'INCLUSION FINANCIÈRE POUR FAIRE PROGRESSER L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES | 16 |
| ALLER DE L'AVANT | 19 |
| FEEDBACK | 21 |

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

| | |
|-----------------|---|
| ACP | Afrique, Caraïbes, Pacifique |
| AEF | Autonomisation économique des femmes |
| AGPO | Access to Government Procurement Opportunity (Accès aux opportunités de marchés publics) |
| BMO | Business Management Organisation |
| BMZ | Ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement |
| CEDA | Citizen Entrepreneurial Development Agency (Agence de développement de l'entrepreneuriat citoyen) |
| CTA | Confederation of Business Association (Confédération des associations d'entreprises) |
| DG INTPA | Direction générale des partenariats internationaux |
| DPP | Dialogue public-privé |
| ECAM | Employers Consultative Association of Malawi (Association consultative des employeurs du Malawi) |
| FED | Fonds européen de développement |
| FIDA-U | Association of Women Lawyers' Uganda (Association des femmes juristes d'Ouganda) |
| GEWE | Gender Equality and Women's Empowerment (Égalité de genre et autonomisation des femmes) |
| ICR | Investment Climate Reform (Réforme du climat d'investissement) |
| IFD | Institution de financement du développement |
| MPME | Micro, petite et moyenne entreprise |
| ODD | Objectif de développement durable |
| OEACP | Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique |
| OIT | Organisation internationale du travail |
| REA | Réforme de l'environnement des affaires |
| S&E | Suivi et évaluation |
| SMEDCO | Small and Medium Enterprises Development Corporation (Société de développement des petites et moyennes entreprises) |
| TADB | Tanzania Agricultural Development Bank (Banque de développement agricole de Tanzanie) |
| UE | Union européenne |
| VBG | Violence basée sur le genre |

RÉSUMÉ ANALYTIQUE

Au rythme actuel, il nous faudra près de 300 ans pour parvenir à la pleine égalité des genres (ONU Femmes, 2022). Pour répondre à cette réalité, la Facilité pour la réforme du climat d'investissement (ICR) a organisé en juin 2024 une conférence qui a accueilli environ 140 participant-e-s à Kigali, au Rwanda. Des parties prenantes de 36 pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) y étaient représentées. Les participant-e-s ont discuté des meilleures pratiques et des réformes ciblées applicables pour autonomiser les femmes en tant qu'entrepreneures, dirigeantes et employées, en présentant des exemples de politiques et des recherches en cours sur la manière dont les réformes du climat d'investissement peuvent faire progresser l'autonomisation économique des femmes (AEF).

Discussions clés

- » **Les politiques et réglementations économiques sont souvent insensibles au genre, mais elles ne sont pas neutres en matière de genre.** Lorsque les décideurs politiques ne tiennent pas compte du genre dans l'élaboration des politiques économiques, ils ignorent le fait que ces politiques ont toujours un impact différent sur les hommes et les femmes. Par exemple, il existe souvent des différences significatives entre les secteurs économiques, certains étant traditionnellement dominés par les hommes et d'autres par les femmes, en tant qu'entrepreneures ou employées. Les politiques économiques – telles que les stratégies industrielles – qui ciblent un secteur donné auront probablement un impact totalement différent sur les hommes par rapport aux femmes. Ne pas prendre en compte ces impacts différents lors de la sélection des secteurs et de la conception de politiques pertinentes peut conduire à des résultats non désirés.
- » **Normes sociales et représentation.** Les politiques et réformes visant à favoriser l'autonomisation économique des femmes ne peuvent être élaborées sans tenir compte des normes sociales et culturelles présentes dans un pays donné. Par exemple, les femmes ont traditionnellement tendance à consacrer plus de temps aux responsabilités parentales. Concevoir des politiques économiques pour aider les femmes à devenir entrepreneures (par exemple par un meilleur accès au financement) peut s'avérer inefficace si les réalités culturelles sont ignorées (et ne sont pas, par exemple, complétées par des efforts pour renforcer le système de garde des enfants dans un pays). La prise en compte des normes sociales nécessite que les femmes soient représentées dans les processus de prise de décision et de dialogue public-privé.
- » **Ce qui est mesuré peut être modifié.** Des données pertinentes peuvent contribuer à mettre en lumière les réalités sur le terrain et indiquer les besoins de changement. Des données sensibles au genre font souvent défaut, ce qui rend difficile l'élaboration de politiques, de stratégies et de programmes d'assistance sensibles au genre. Il est essentiel d'impliquer les décideurs politiques et de les sensibiliser à l'importance des données, mais aussi d'instaurer une bonne communication entre les autorités statistiques et les décideurs politiques afin de garantir que les données les plus pertinentes soient collectées et utilisées.



- » **Accès au financement et rôle des institutions de financement du développement (IFD).** Les discussions ont révélé des obstacles tenaces affectant l'accès des femmes aux services financiers dans l'ensemble des pays ACP. Les IFD participant à l'événement ont souligné la nécessité d'identifier et de développer des programmes et des produits financiers adaptés et accessibles et d'intégrer des exigences alternatives en matière de garanties. Pour continuer à aider les IFD à partager les défis communs et les solutions, la Facilité ICR dispose d'un « groupe d'échange des IFD » bien établi, dans lequel les IFD des pays ACP peuvent partager leurs connaissances avec leurs pairs et présenter leurs meilleures pratiques et expériences.
- » **Apprentissage entre pairs.** Les participant-e-s ont noté que des événements tels que la conférence ICR4WEE sont des instruments clés pour élargir leurs connaissances et partager les meilleures pratiques qui peuvent être transposées à une autre échelle. De cette manière, les approches et les politiques qui ont pu être testées et éprouvées dans un pays peuvent éclairer l'élaboration des politiques dans un autre.



INTRODUCTION

La **Facilité pour la réforme du climat d'investissement (ICR)** fournit une assistance technique à la demande aux acteurs publics et privés des États membres de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) et aux institutions régionales afin de créer un environnement commercial et un climat d'investissement plus propices, en mettant l'accent sur l'autonomisation économique des femmes (AEF). À ce jour, la Facilité ICR a mis en œuvre 60 interventions dans les pays ACP et est impliquée dans 26 interventions actives. En outre, 22 institutions de financement du développement (IFD) dans les pays APC ont reçu jusqu'à présent une assistance technique sur mesure de la Facilité ICR, et plus de 50 ont bénéficié d'échanges de connaissances.

Dans ce contexte et dans le cadre des réseaux qu'elle a créés dans les régions, la Facilité ICR a décidé de rassembler les parties prenantes - notamment les décideurs politiques, les organisations d'entreprises membres, les régulateurs et les partenaires de développement - pour échanger sur les approches permettant de faire en sorte que les réformes du climat d'investissement fonctionnent pour les femmes dans les pays ACP. Les 5 et 6 juin 2024, la **Conférence ICR4WEE** a accueilli plus de 140 personnes, dont des participant·e·s venu·e·s de 36 pays ACP, à Kigali, au Rwanda. Les sujets critiques examinés durant ces deux jours de conférence comprenaient, sans toutefois s'y limiter : les politiques industrielles sensibles au genre, l'impact du travail de soin non rémunéré sur les choix et l'autonomie économiques des femmes, l'accès au financement pour les femmes entrepreneures, l'investissement prenant en compte le genre et les violences sexistes au travail.

L'objectif de la conférence était de permettre aux participant·e·s d'apprendre les un·e·s des autres et d'établir des réseaux clés pour les aider à diriger et à développer un soutien pour les réformes dans leurs pays respectifs.

L'événement a mis en lumière les points communs affectant différents pays des régions ACP. La conférence était structurée autour de trois thèmes généraux qui sont abordés plus en détail dans la suite de ce rapport.

« [...] L'autonomisation économique des femmes est essentielle pour progresser vers une société socialement juste et respectueuse de l'environnement. [...] Les réformes qui ont bien fonctionné au Rwanda et en République dominicaine peuvent servir d'inspiration à d'autres pays, tels que Tonga et le Sénégal. Tel est précisément le but de cette conférence : Rassembler vos idées, vos expériences et apprendre les uns des autres [...] »

Allocution d'ouverture de Svenja Schulze, ministre fédérale allemande
de la Coopération économique et du Développement

THÈME 1 : ADOPTER DES POLITIQUES FAVORABLES À L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES.

Les séances comprenaient :

- » Politiques industrielles sensibles au genre
- » Économie du soin
- » Égalité des droits en matière d'héritage et de propriété
- » Genre et normes sociales dans l'élaboration des politiques
- » Fiscalité et marchés publics sensibles au genre

THÈME 2 : APPROCHES PRAGMATIQUES POUR PROMOUVOIR L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES.

Les séances comprenaient :

- » Politiques et stratégies pour un lieu de travail inclusif sur le plan du genre
- » Données sensibles au genre pour les politiques
- » Les femmes dans les organisations professionnelles et les dialogues public-privé
- » Formation sur les dialogues public-privé sensibles au genre
- » Formation sur les réformes de l'environnement des entreprises sensibles au genre

THÈME 3 : PROMOUVOIR L'INCLUSION FINANCIÈRE POUR FAIRE PROGRESSER L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES.

Les séances comprenaient :

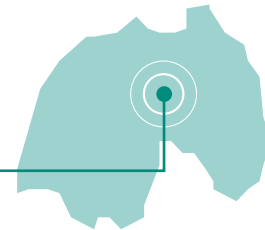
- » Évaluation institutionnelle du genre : expériences des institutions de financement du développement
- » Services financiers pour les femmes

APERÇU DE LA COMPOSITION DES PARTICIPANT·E·S



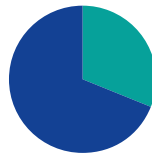
145
participant·e·s
réuni·e·s en
présentiel à
Kigali

RWANDA



RÉPARTITION PAR SEXE

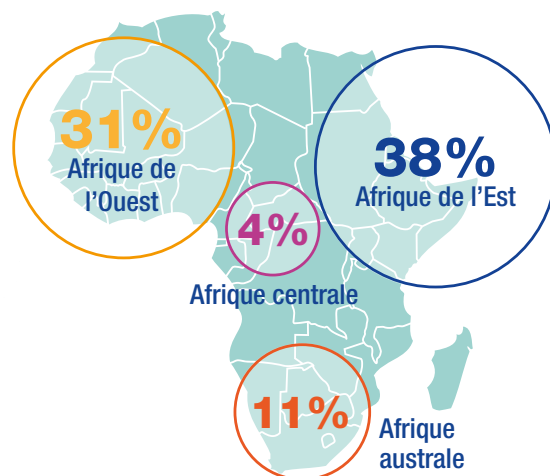
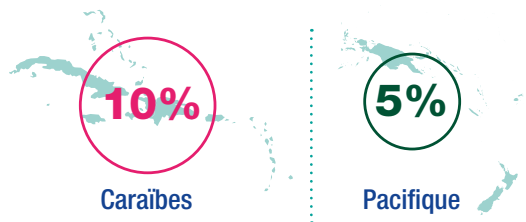
69%
de femmes



31%
d'hommes

PAYS ACP REPRÉSENTÉS

36 pays des régions suivantes :



RÉPARTITION PAR TYPE D'ORGANISATION



39

Secteur public



31

Secteur privé



22

IFD



55

Autres*

* Organisations régionales et internationales, expert·e·s, praticien·ne·s du développement international

SÉANCES POUR LE CHANGEMENT : PERSPECTIVES DES PAYS ACP

La conférence ICR4WEE visait à offrir aux parties prenantes des pays ACP, aux experts régionaux et internationaux, ainsi qu'aux partenaires, un espace de réflexion et de discussion sur les politiques favorables, les approches pragmatiques et les actions spécifiques pour promouvoir et faire progresser l'AEF. Les sections qui suivent mettent en évidence certaines discussions clés et les fils conducteurs communs qui ont émergé des différentes sessions.

« [...] Ai-je la solution (pour combler l'écart d'égalité entre les sexes) ? Non, mais je pense que nous, (ici) ensemble, nous détenons les réponses. »

Patricia Yao, responsable du Mouvement des Petites et Moyennes Entreprises (MPEM), Côte d'Ivoire

« [...] Des rôles modèles (pour le changement) existent, et ils sont ici » à la conférence ICR4WEE.

Junior Lodge, Sous-Secrétaire général de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP)





THÈME 1 : ADOPTER DES POLITIQUES FAVORABLES À L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

Des réformes et des politiques appropriées sont décisives pour faire progresser l'autonomisation économique des femmes et réduire l'écart entre les sexes qui persiste depuis 300 ans. Cela inclut des politiques économiques et industrielles. Des représentants des ministères de l'Industrie du Nigeria et d'Eswatini ont expliqué comment leurs pays adoptaient des approches participatives pour élaborer des politiques industrielles sensibles au genre. Cela inclut notamment la participation d'organisations représentant les entreprises appartenant à des femmes à l'élaboration des politiques. Ce processus a permis l'identification des principaux besoins et défis des femmes, en particulier en ce qui concerne les différents secteurs de l'économie. Deux approches différentes pour faire progresser l'AEF ont été mises en évidence :

Photo: Des intervenant-e-s débattent des politiques industrielles sensibles au genre

- » Au Nigeria, les femmes qui entrent dans des secteurs à prédominance masculine (par exemple l'automobile ou l'ameublement) bénéficient désormais d'un renforcement de leurs capacités, d'une aide financière ainsi que d'un soutien pour la commercialisation de leurs produits afin de garantir leur compétitivité sur le marché et créer un effet « boule de neige » en les présentant comme des modèles.
- » En Eswatini, le gouvernement a adopté une approche différente et a **volontairement ciblé les secteurs à prédominance féminine** (c'est-à-dire l'industrie manufacturière), en mettant en place des initiatives visant à renforcer les chaînes de valeur grâce à une valeur ajoutée plus élevée.

Le secteur public est à l'origine d'une grande partie des opportunités économiques pour les entreprises grâce à l'achat de biens et de services. **Les marchés publics constituent donc un outil essentiel pour faire progresser l'AEF.** Cependant, peu de politiques utilisent ce levier. Mais il existe des exceptions qui peuvent en inspirer d'autres :

- » Le programme d'accès aux marchés publics du Kenya (AGPO) réserve 30 % des marchés publics aux femmes, aux jeunes et aux personnes handicapées. Même si le projet a amélioré le statut socio-économique des entreprises dirigées par des femmes, des défis subsistent – par exemple garantir que les femmes entrepreneures aient accès au capital pour soumissionner pour des contrats. Cela indique la nécessité de **mesures de soutien allant au-delà de la réglementation.**

Même si les politiques et les réglementations peuvent facilement être modifiées, il est possible qu'elles aient des difficultés à avoir un impact réel si les normes sociales empêchent le changement sur le terrain. Par exemple, les participant·e·s de la région Pacifique ont souligné que, bien que la culture soit un élément vital de la vie quotidienne des habitants des îles du Pacifique, **les normes qui y sont associées sont souvent préjudiciables aux femmes**. Cela peut par ricochet empêcher les femmes de s'engager dans l'économie. Ce sentiment a également été partagé par les participant·e·s d'autres pays ACP.

« Lorsque nous réformons nos politiques en faveur des femmes, nous oublions (souvent)... (la question) des attentes sociétales [...] Ne pouvons-nous pas réformer la culture s'il le faut, juste pour que les femmes puissent aussi avoir plus de facilité que l'autre sexe ? »

Mmantlha Sankoloba, présidente du Forum des entreprises de l'OEACp et de l'Association des exportateurs et fabricants du Botswana

Par exemple, les politiques économiques conçues pour faire progresser l'AEF doivent garder à l'esprit que leurs objectifs peuvent être entravés par le fait que les femmes consacrent en moyenne 2,4 heures de plus par jour que les hommes à des tâches de soins non rémunérées (Banque mondiale, Les femmes, l'entreprise et le droit 2024). Et même si les disparités en matière de soins peuvent, dans une certaine mesure, être corrigées par l'environnement politique, **il existe peu de politiques en place dans les pays ACP visant à réduire ces disparités**, et encore moins de mécanismes de mise en œuvre pour assurer l'application effective de ces politiques. La conséquence est que de nombreuses femmes continuent de ne pas pouvoir accéder à un emploi formel ou le conserver.

- » En Sierra Leone, le gouvernement a adopté en 2022 la loi sur l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes (GEWE), qui augmente le congé de maternité payé à au moins 14 semaines, conformément aux normes de l'Organisation internationale du travail (OIT), tant pour les employeurs publics que privés.
- » En République dominicaine, le gouvernement a mis en œuvre son programme pilote « Communautés de soins » pour déployer la **politique nationale de soins de manière holistique**. Le programme a notamment soutenu la professionnalisation des soignant·e·s en les formant et en les certifiant, et en créant des réseaux afin que les soignant·e·s puissent être représenté·e·s dans les dialogues public-privé et plaider pour l'amélioration de leurs conditions de travail. Fort du succès du projet pilote initial dans deux communautés, le programme sera étendu à une douzaine de nouvelles zones au cours des prochains mois.



Then Martes, vice-ministre des Affaires féminines de République dominicaine, présente l'approche de son pays pour renforcer l'économie du soin.



RÉUSSITES DE L'ICR

- ➔ Avec le soutien de la Facilité ICR, **le gouvernement de Tuvalu a mené une analyse diagnostique basée sur le genre du climat d'investissement à Tuvalu**. Les conclusions du rapport de l'ICR seront utilisées par le ministère des Finances du Département gouvernemental du Commerce, de l'Industrie et des Investissements pour rédiger une stratégie d'investissement sensible au genre en faveur des entreprises locales. Vous pouvez lire ces conclusions [ici](#).
- ➔ **Le gouvernement d'Eswatini, avec le soutien de la Facilité ICR, a élaboré une nouvelle politique industrielle fondée sur des données probantes et sensibles au genre**. La politique a maintenant été adoptée par le Cabinet et sa mise en œuvre a commencé. Plus d'informations [ici](#).



RESSOURCES DE L'ICR

Produits de connaissances pertinents de l'ICR :

- ➔ [Rapport sur les enseignements tirés de l'expérience](#) montrant comment faire en sorte que les réformes de l'environnement des affaires contribuent à l'autonomisation économique des femmes.
- ➔ [Formation en ligne gratuite](#) sur les réformes de l'environnement des affaires pour soutenir l'autonomisation économique des femmes





THÈME 2 : APPROCHES PRAGMATIQUES POUR PROMOUVOIR L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

Un thème central qui est revenu à plusieurs reprises au cours de l'événement de deux jours était le **pouvoir transformateur des données sensibles au genre pour élaborer des politiques et des réformes à fort impact ainsi que pour accroître la responsabilité des décideurs**. Comme le recommande le Programme d'action de Beijing, les statistiques sensibles au genre sont essentielles pour refléter les problèmes, les opportunités et les défis auxquels les femmes sont confrontées dans la société. La possibilité de collecter des données fiables d'une manière sensible au genre favorise l'élaboration et le suivi de politiques et de programmes publics plus ciblés et fondés sur des données probantes et accroît la responsabilité des décideurs.

Photo: Nelly Mukazayire, directrice générale adjointe du Rwanda Development Board, et Junior Lodge, Secrétaire général adjoint de l'OACPS, débattant des approches efficaces pour promouvoir l'autonomisation économique des femmes.

» L'Institut national des statistiques du Rwanda publie régulièrement des enquêtes sur le genre et dispose d'une unité dédiée à cette tâche. En outre, un bureau de surveillance de l'égalité des sexes a été créé avec pour mandat de surveiller la réalisation de l'égalité des sexes et de promouvoir la responsabilisation en matière de genre.

« Les données peuvent nous aider à comprendre les lacunes dans les cadres juridiques... mais aussi à identifier les bonnes pratiques. [...] L'importance des données ne s'arrête pas là. Même lorsque ces lois sont en vigueur, les données peuvent aider... à suivre l'efficacité des mesures (mises en place) [...] (et favoriser) la responsabilisation des gouvernements afin de mesurer leurs progrès dans le respect des normes internationales »

Marina Elefante, équipe « Femmes, entreprises et droit » à la Banque mondiale

Malgré l'importance des données sensibles au genre, les participant-e-s ont souligné plusieurs obstacles :

- » **Manque de soutien financier.** Les participant-e-s ont indiqué que la gestion des enquêtes et le traitement des données, en particulier dans les régions isolées et les îles, coûtent cher et que bien souvent les gouvernements ne sont pas disposés à allouer des fonds à cet effet. **Il faut constamment impliquer les décideurs politiques et les sensibiliser sur son importance.**
- » Certains pays ne disposent **pas de mandats clairs** pour que les **offices nationaux de statistique** produisent et diffusent de telles données.
- » **Une meilleure formation des agents de terrain est nécessaire** pour améliorer les taux de réponse et la fiabilité des données.
- » **Il est impératif d'améliorer la mise en réseau et la coordination entre les producteurs et les utilisateurs de données** (c'est-à-dire entre les bureaux de statistiques et les décideurs politiques) pour garantir que les données les plus pertinentes soient collectées et utilisées, car les ressources sont limitées.

Les données sont également importantes lorsqu'il s'agit d'envisager des **approches efficaces pour lutter contre la violence basée sur le genre (VBG) au travail**. Connaissance signifie en effet responsabilité. Cependant, de simples données statistiques peuvent ne pas suffire pour dresser un tableau complet de la situation. Il existe encore une non-signalisation chronique des cas de VBG par crainte de répercussions, telles que la perte de l'emploi en question ou un harcèlement accru de la part de l'agresseur. Il est donc nécessaire de contextualiser ces statistiques et de s'efforcer également de collecter des données qualitatives, afin de mieux comprendre pourquoi un tel phénomène se poursuit. En outre, les parties prenantes ont identifié **l'inclusion des femmes aux postes de prise de décision et le développement d'audits internes sur le genre comme des approches efficaces** pour lutter contre la VBG et aussi pour faire progresser plus généralement les politiques sensibles au genre.

- » En Papouasie-Nouvelle-Guinée, certains acteurs du secteur privé ont formé il y a une dizaine d'années la Business Coalition for Women (Coalition d'entreprises pour les femmes) pour protéger les employées contre la VBG. La coalition travaille avec les entreprises sur les politiques en matière de harcèlement sexuel et de violence et sur les audits de genre sur le lieu de travail. **Cela n'a été possible qu'en effectuant les bonnes recherches au préalable (par exemple comprendre et expliquer les coûts résultant de la VBG) et en utilisant cette réalité pour obtenir l'adhésion des entreprises.** Ce modèle pourrait être reproduit dans d'autres pays ACP.

Une approche clé pour faire progresser les politiques économiques sensibles au genre est l'inclusion **des femmes à tous les niveaux, en particulier dans les processus de dialogue public-privé**. Cela englobe les femmes travaillant dans des organisations professionnelles et dans des ministères gouvernementaux. Les participant-e-s ont souligné la nécessité de créer des réseaux solides de femmes chefs d'entreprise. Le plaidoyer persévérant auprès du secteur privé et de la société civile et les partenariats stratégiques – en plus des données factuelles – ont également été soulignés comme des éléments essentiels pour parvenir à des réformes significatives et durables.

- » La Confédération des associations d'entreprises (CTA) du Mozambique s'est engagée à faire en sorte qu'un certain nombre de femmes soient représentées dans chaque département. Cependant, les sièges ne sont pas encore pourvus, et la CTA a besoin du soutien des pairs masculins pour mettre en œuvre le changement. Par conséquent, pour parvenir à un changement, il faut non seulement **la représentation des femmes, mais aussi des alliés masculins pour s'attaquer aux normes sociales.**

- » L'Association des femmes juristes d'Ouganda (FIDA-U) a utilisé un processus de dialogue public-privé pour plaider en faveur de réformes du droit successoral dans le pays, qui est discriminatoire à l'égard des femmes. La question est maintenant au parlement pour débat.

« Il faut des initiatives visant à renforcer les capacités d'action des femmes, à s'attaquer aux principaux facteurs entravant l'AEF, à encourager les communautés à exercer leur pouvoir et leur rôle pour assurer que les femmes font partie de la structure de développement, à tenir les gouvernements responsables de la priorité à accorder aux efforts d'AEF, et de solides collaborations. »

Elizabeth Kemigisha, responsable du plaidoyer et des politiques
de l'Association des femmes avocates (FIDA) d'Ouganda.





THÈME 3 : PROMOUVOIR L'INCLUSION FINANCIÈRE POUR FAIRE PROGRESSER L'AUTONOMISATION ÉCONOMIQUE DES FEMMES

L'inclusion financière est essentielle pour autonomiser les femmes et les mettre en capacité de participer à l'économie. Lors de la conférence, les défis et les approches visant à fournir davantage de capitaux aux femmes entrepreneures ont été largement discutés, notamment en ce qui concerne le rôle des IFD nationales et régionales dans les pays ACP. Le **manque de collecte, d'utilisation et d'analyse de données ventilées par sexe** par les IFD, mais aussi par d'autres parties prenantes du secteur financier, **conduit à des produits et services financiers insensibles au genre, ce qui signifie que les femmes restent un groupe cible dont le potentiel est largement inexploité.** En outre, les participant-e-s ont expliqué à quel point les normes de genre signifiaient que les femmes n'étaient souvent pas perçues comme des entrepreneures et n'étaient pas considérées comme dignes de confiance par les agents de crédit des banques. De plus, les femmes sont **affectées négativement par les règles, lois et réglementations** qui impactent leur capacité à fournir les garanties nécessaires pour obtenir un financement.

Photo: Des intervenant-e-s discutant de l'accès au financement pour les femmes.

« Le tableau est sombre. [...] Les banques ont généralement ces perceptions discriminatoires à l'égard des femmes dans les affaires, donc elles les financent rarement. [...] (dans certaines parties du pays,) on voit aussi rarement les femmes... et si elles veulent faire quelque chose, elles ont besoin de la permission de leur mari. »

Daberuje Onesi-Lawani, directeur de l'Agence de développement des petites et moyennes entreprises du Nigeria

Les IFD ont été invitées à **regarder au-delà des exigences conventionnelles lors de l'allocation de financements et à explorer des moyens innovants pour évaluer la force des entreprises féminines et les soutenir par la formalisation.** D'autres approches cruciales qui ont été discutées comprenaient la création de programmes adaptés, numériques et accessibles centrés sur les femmes, faisant appel à des mesures de financement mixte, et le **développement de produits financiers sur mesure en incorporant des conditions de garantie flexibles et en proposant des taux d'intérêt plus bas.** En outre, le rôle des **formes alternatives**

de garantie et du soutien au développement des entreprises pour les entreprises appartenant à des femmes, en particulier dans l'élaboration de plans d'affaires et l'amélioration globale des **connaissances financières**, a été souligné.

- » La Banque de développement des États fédérés de Micronésie a indiqué qu'elle utilisait **un registre national des actifs établi par le gouvernement pour suivre les biens meubles (et les prêts associés)**. Avec ce registre, toute personne ou institution peut accéder à ces informations afin de sécuriser l'accès au financement. Ces formes alternatives de garantie peuvent faciliter l'accès au financement pour les entreprises appartenant à des femmes.
- » L'Agence de développement de l'entrepreneuriat citoyen du Botswana a **introduit des exigences de garantie flexibles, des taux d'intérêt concessionnels et des conditions de remboursement flexibles** en vue d'accroître l'accès au financement des femmes entrepreneures.

Un bon moyen pour une IFD de commencer son parcours en matière d'égalité de genre est de mener une **évaluation institutionnelle du genre**, car cela lui permet d'identifier les disparités liées au genre, que ce soit au niveau interne ou dans les rapports avec les client-e-s, et qui devraient être traitées en priorité afin d'y remédier.

- » La Société de développement des petites et moyennes entreprises (SMEDCO) au Zimbabwe a mené une évaluation de genre en 2023. L'exercice a révélé que même si son produit financier, le « Chiedza Khanya Mama », était censé être transformateur en matière de genre, ce n'était en fait pas le cas car le nom suggérait que le produit était réservé aux mères au lieu de s'adresser à toutes les femmes. Par conséquent, la **SMEDCO travaille maintenant à changer le nom du produit, à ouvrir un bureau pour les femmes, à modifier son approche marketing et à augmenter le montant maximum du prêt accordé dans le cadre de ce programme.**





RÉUSSITES DE L'ICR

- ➔ La Facilité ICR a aidé la Banque de développement agricole de Tanzanie (TADB) à mener une étude visant à évaluer le paysage du financement de l'agro-industrie pour les femmes et les jeunes. La TADB a introduit par la suite un programme de financement destiné aux femmes. Plus d'informations [ici](#).



RESSOURCES DE L'ICR

Produits de connaissances pertinents de l'ICR :

- ➔ [Cours de formation](#) gratuit en ligne montrant comment développer une approche de genre dans les IFD.
- ➔ [Guide de formation](#) pour les audits de genre sur le lieu de travail.



ALLER DE L'AVANT

La conférence ICR4WEE a offert un espace aux parties prenantes ACP pour partager leurs points de vue et leurs expériences dans l'utilisation des réformes du climat d'investissement pour l'AEF. Durant ces deux jours, les participant-e-s ont souligné les principaux défis auxquels sont confrontées les femmes dans la vie économique, révélant ainsi des points communs entre les pays ACP. Les normes sociales et de genre qui affectent négativement les femmes qui entrent dans le monde des affaires à Tuvalu ou qui accèdent au crédit au Nigeria se retrouvent également au Mozambique et au Botswana. La lourde charge que constitue la garde des enfants en République dominicaine ou les problèmes liés à la prévalence de la VBG en Papouasie-Nouvelle-Guinée ont également été confirmés par les parties prenantes du Kenya et de la Jamaïque. Bien qu'il n'existe pas de formule universelle, les approches et les solutions adoptées par certains pays peuvent fournir des idées claires aux parties prenantes d'autres pays.

- » **Les politiques et réglementations économiques sont souvent insensibles au genre, mais elles ne sont pas neutres en matière de genre.** Lorsque les décideurs politiques ne tiennent pas compte du genre dans l'élaboration des politiques économiques, ils ignorent le fait que ces politiques peuvent avoir un impact différent sur les hommes et les femmes. Par exemple, il existe souvent des différences significatives entre les secteurs économiques, certains étant traditionnellement dominés par les hommes et d'autres par les femmes, qu'elles soient entrepreneures ou employées. Les politiques économiques – telles que les stratégies industrielles – qui ciblent un secteur donné auront probablement des impacts totalement différents sur les hommes et sur les femmes. Ne pas prendre en compte ces impacts lors de la sélection des secteurs et de la conception des politiques peut conduire à des résultats non désirés.
- » **Normes sociales et représentation.** Les politiques et réformes visant à assurer l'autonomisation économique des femmes ne peuvent être élaborées sans tenir compte des normes sociales et culturelles présentes dans un pays donné. Par exemple, les femmes ont traditionnellement tendance à consacrer plus de temps aux responsabilités parentales. Concevoir des politiques économiques pour aider les femmes à devenir entrepreneures (par exemple par un meilleur accès au financement) peut s'avérer inefficace si elles ignorent ces normes culturelles (et ne sont pas, par exemple, complétées par des efforts visant à renforcer le système de garde des enfants dans un pays). La prise en compte des normes sociales nécessite que les femmes soient représentées dans les processus de prise de décision et de dialogue public-privé.

« (On) ne devrait jamais présumer qu'à un certain moment (dans le temps), on peut estimer en avoir fini avec l'autonomisation économique des femmes. Il reste encore beaucoup à faire. Nous avons encore un long chemin à parcourir. »

Siphiwangubani Sikhondze, directrice adjointe pour l'industrie,
ministère du Commerce et de l'Industrie du Royaume d'Eswatini

- » **Données.** Ce qui est mesuré peut être modifié. Des données peuvent mettre en lumière les réalités sur le terrain et indiquer les besoins de changement. Les données sensibles au genre sont souvent inexistantes, ce qui rend difficile l'élaboration de politiques, de stratégies et de programmes d'assistance sensibles au genre. Il est essentiel d'impliquer les décideurs politiques et de les sensibiliser à l'importance des données, mais aussi d'instaurer une bonne communication entre les autorités statistiques et les décideurs politiques afin de garantir que les données les plus pertinentes soient collectées et utilisées. La Facilité ICR s'efforce déjà de combler le déficit de données et de stimuler le partage d'informations via son [centre de ressources](#). De nouvelles activités sont également prévues par la Facilité ICR pour améliorer les données probantes sur les impacts économiques et les effets plus larges des réformes de l'environnement des affaires appliquant des approches transformatrices en matière de genre. [La base de données sur les femmes, l'entreprise et le droit](#) de la Banque mondiale fournit également des données essentielles à cet égard.
- » **Accès au financement et rôle des IFD.** Les discussions ont révélé des obstacles tenaces affectant l'accès des femmes aux services financiers dans l'ensemble des pays ACP. Les IFD participant à l'événement ont souligné la nécessité d'identifier et de développer des programmes adaptés et accessibles, faisant appel à des mesures de financement et à des produits financiers mixtes et intégrant des exigences alternatives en matière de garanties, qui profitent en fin de compte aux femmes. Pour continuer à aider les IFD à partager les défis communs et les solutions, la Facilité ICR dispose d'un « [groupe d'échange des IDF](#) » bien établi, dans lequel les IFD des pays ACP peuvent partager leurs connaissances avec leurs pairs et présenter leurs meilleures pratiques et expériences.
- » **Apprentissage entre pairs.** Les participant-e-s ont noté que des événements tels que la conférence ICR4WEE sont des instruments clés pour élargir leurs connaissances et partager les meilleures pratiques qui peuvent être transposées à une autre échelle. Pour garantir que l'élan ne soit pas perdu, il est essentiel de maintenir ces liens, garantissant ainsi la poursuite des progrès et des échanges. À cet égard, la Facilité ICR a contacté plus de 140 participant-e-s afin d'identifier des volontaires appropriés pour créer et animer un réseau en ligne. Cela devrait permettre aux partenaires de se contacter facilement et de favoriser des échanges pertinents en lien avec la conférence ICR4WEE.

« Au cours de ces deux jours, nous avons pu aborder des questions pertinentes selon une approche créative, innovante et pragmatique. Ce que j'en retiens, c'est le constat que nous venons de régions différentes, mais que nous partageons les mêmes défis, nous sommes confrontés aux mêmes problèmes... (mais nous pouvons aussi) partager nos expériences pour améliorer la façon dont nous traitons et relevons ces défis. »

Paz Velasco-Velazques, cheffe d'unité Commerce, climat des investissements, entrepreneuriat et chaînes de valeur, Direction générale des partenariats internationaux (DG INTPA)

Cela a été un plaisir de voir autant de participant-e-s de toute l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique nous rejoindre au Rwanda pour engager des discussions intéressantes sur la manière de faire avancer l'agenda genre dans les processus de réforme de l'environnement des affaires. [...] (La Conférence) a également montré comment, en travaillant au sein d'une équipe européenne, nous pouvons obtenir d'excellents résultats et réellement soutenir les acteurs privés et publics des pays partenaires pour faire avancer le programme visant à créer une croissance durable et inclusive.

Belen Calvo Uyarra, Ambassadrice de l'Union européenne au Rwanda

[Grâce à notre participation à la conférence,] nous serons plus déterminés à intensifier nos efforts de collecte de données ventilées par sexe afin de produire des politiques fondées sur des données probantes et (à les utiliser pour) le suivi et l'évaluation des politiques et des instruments.

Participant-e

[Grâce à sa participation à la conférence,] notre conseil d'entreprise sera plus actif dans le domaine du plaidoyer, en identifiant et en soutenant les campagnes qui plaident contre le licenciement abusif des femmes enceintes au travail.

Participant-e

En tant qu'IFD, nous avons remarqué à quel point d'autres agences ont fait preuve d'innovation dans la création de produits de financement adaptés aux femmes entrepreneures. Cela a été une excellente occasion d'apprendre également comment elles ont surmonté certaines complications dans leurs entreprises.

Participant-e

L'expérience a été vraiment inspirante et marquante - à commencer par la possibilité de visiter Kigali, de se confronter à 36 nationalités et de pouvoir en apprendre davantage sur la manière de renforcer l'autonomisation économique des femmes pour le groupe cible avec lequel je travaille en Jamaïque. De plus, la richesse des connaissances acquises et des bonnes pratiques partagées a été très bénéfique. Je suis maintenant de retour en Jamaïque, chargé-e et prêt-e à agir.

Participant-e

Au nom de la SACBTA, je souhaite exprimer ma gratitude à... la Facilité ICR et à tous les organisateurs de la conférence sur l'autonomisation économique des femmes qui s'est récemment terminée à Kigali, au Rwanda. La conférence a non seulement mis en lumière les problèmes qui touchent les femmes à tous les niveaux de la société, mais elle a également constitué une plate-forme de réseautage multisectoriel clé pour les praticiens de l'égalité des sexes et de l'autonomisation des femmes.

Participant-e

À PROPOS DE LA FACILITÉ ICR

La Facilité ICR est cofinancée par l'Union européenne (UE), l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) dans le cadre du 11e Fonds européen de développement (FED), ainsi que par le ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et le British Council. La Facilité ICR est mise en œuvre par la GIZ, le British Council, Expertise France et la SNV.

La Facilité ICR soutient des organisations publiques et privées des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) dans la création d'un environnement d'affaires et d'un climat d'investissement plus propices, durables et inclusifs.

MENTIONS LÉGALES

La publication de ce rapport a été dirigée par la GIZ. Ce rapport a été réalisé avec le soutien financier de l'Union européenne (UE), de l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (OEACP) dans le cadre du 11e Fonds européen de développement (FED), du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement (BMZ) et du British Council. La Facilité ICR est mise en œuvre par la GIZ, le British Council, Expertise France et la SNV. La GIZ est seule responsable du contenu de cette publication, qui ne reflète pas nécessairement les vues de l'UE, de l'OEACP, du BMZ ou des autres partenaires de mise en œuvre

ÉDITEUR :

Facilité ICR, Rue du Trône 108,
1050 Brussels - Belgium
www.icr-facility.eu

AUTEUR(E)S : Leonardo Bertero (lead), Christina Gautsch, Steffen Felix, avec des contributions de l'équipe de la Facilité ICR

CONCEPTION GRAPHIQUE/MISE EN PAG :

FLMH Labor für Politik und Kommunikation

CRÉDITS PHOTOS /SOURCES : GIZ

LIENS URL :

Les contenus des sites externes liés relèvent de la responsabilité des fournisseurs ou hébergeurs de ces sites. La Facilité ICR se démarque expressément de tels contenus.

Bruxelles, août 2024

ANY QUESTIONS? Contact us



Rue du Trône 108
1050 Brussels
Belgium



Get in touch
info@icr-facility.eu
[in /icr-facility](https://www.linkedin.com/company/icr-facility)



Visit us online
ICR Facility
www.icr-facility.eu